



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt quatre, le trente septembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 24 septembre 2024 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 25

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Aliko PERENDOUKOU, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 7

Agnès SIBILLE donne pouvoir à Jérôme DUBOST
Christel BOUBERT donne pouvoir à Fabienne MALANDAIN
Jean-Luc HEBERT donne pouvoir à Nicolas SAJOUS
Catherine OMONT donne pouvoir à Isabelle NOTHEAUX
Philippe QUERNE donne pouvoir à Pascale GALAIS
Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS
Agnès MONTRICHARD donne pouvoir à Arnaud LECLERRE

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 30 septembre 2024

M_DL240930_148

MARCHES PUBLICS - FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES INFORMATIQUES - GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LE CCAS DE MONTIVILLIERS - CONVENTION - SIGNATURE - AUTORISATION

M. Eric LE FEVRE, Adjoint au Maire – Les accords-cadres de fournitures de bureau et consommables informatiques lancés en 2021, en groupement de commandes avec la Communauté Urbaine, arrivent à échéance le 31 décembre 2024.

La ville ne souhaite pas adhérer à nouveau à ce groupement de commandes en 2025 pour des raisons d'allotissement complexe et des besoins différents de ceux des membres du groupement.

C'est pourquoi, afin de permettre une bonne continuité de service, il est nécessaire de relancer une consultation propre à la Ville et d'y intégrer les besoins du CCAS, déjà adhérent du groupement de commande encore en cours actuellement.

Conformément aux dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique, des groupements de commandes notamment entre les collectivités territoriales et des établissements publics peuvent être constitués après établissement et signature d'une convention constitutive de groupement de commandes.

Cette convention précise :

- Que la Ville est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier les accords-cadres ;
- que la commission marchés du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- Que chacun des membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter ses propres accords-cadres ;

Les accords-cadres seront allotis de la façon suivante :

- Lot 1 : Fournitures de bureau
- Lot 2 : Papier blanc
- Lot 3 : Papier recyclé
- Lot 4 : Fournitures de bureau – marché réservé
- Lot 5 : Consommables informatiques

A l'issue de la procédure, les accords-cadres seront signés pour une durée d'un an, à compter de leur date de notification, puis reconductible tacitement 3 fois, sans toutefois pouvoir excéder 4 ans.

Les montants maximums annuels de commande pour la Ville seront les suivants (ces montants sont identiques pour toutes les années de reconduction des accords-cadres) :

- Lot 1 : Fournitures de bureau : 24 000,00 euros HT
- Lot 2 : Papier blanc : 4 000,00 euros HT
- Lot 3 : Papier recyclé : 15 000,00 euros HT

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

- Lot 4 : Fournitures de bureau – marché réservé : 2 000,00 euros HT
- Lot 5 : Consommables informatiques : 12 000,00 euros HT

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2113-6 à L.2113-8

CONSIDÉRANT

- que les dispositions des articles L.2113-6 à L.2113-8 du code de la commande publique prévoient la possibilité de constituer des groupements de commandes ;
- qu'il est nécessaire de former un groupement de commandes entre la Ville et le CCAS afin de constituer des accords-cadres permettant une continuité de service ;
- que la Ville de Montivilliers est coordonnateur du groupement, qu'elle est chargée de lancer et de notifier les accords-cadres ;
- que la commission marchés du coordonnateur du groupement est désignée comme étant la commission du groupement de commandes ;
- que chacun des membre du groupement, pour ce qui le concerne, est chargé de signer son propre acte d'engagement et d'exécuter ses propres accords-cadres ;
- qu'il y a lieu de définir, par convention, les modalités de fonctionnement du groupement de commande.

VU le rapport de Monsieur **Eric LE FEVRE**, Adjoint au Maire en charge des Finances, des Marchés publics et des Grands Projets ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **D'approuver** la convention constitutive du groupement de commandes entre la Ville et le CCAS de Montivilliers destinée à la passation des accords-cadres pour l'acquisition de fournitures de bureau et consommables informatiques ;
- **D'autoriser** Monsieur le Maire à signer cette convention ;

Imputation budgétaire

Exercice 2025 et suivants

Budget principal

Sous fonction et rubrique : chapitre 011 – compte 6064 (fournitures administratives) – fonction 0201

Montant de la dépense :

Lot 1 : Fournitures de bureau, tampons personnalisables/recharges, boîtes à archives

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

Montant maxi annuel : 24 000,00 euros HT

Lot 2 : Papier blanc

Montant maxi annuel : 4 000,00 euros maxi HT

Lot 3 : Papier recyclé

Montant maxi annuel : 15 000,00 euros HT

Lot 4 : Fourniture de bureau – marché réservé

Montant maxi annuel : 2 000,00 euros HT

Lot 5 : Consommables informatiques

Montant maxi annuel : 12 000,00 euros HT

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

